

Compte-rendu des Entretiens de Sceaux #7

Nouveaux campus : quelles innovations pour quels impacts dans les villes ?

Sceaux, le 9 décembre 2022

Les participants aux 7^e Entretiens de Sceaux, coorganisés par la Conférence de la Vallée Scientifique de la Bièvre et l'Association des villes universitaires de France (Avuf), ont été accueillis le 9 décembre 2022 à la mairie de Sceaux pour échanger sur les conséquences sur les territoires des innovations constatées dans la formation. Confrontés au développement de l'enseignement à distance, les nouveaux campus doivent être, plus que jamais, ouverts sur la ville, afin de rapprocher étudiants, entreprises et habitants. La demande de formation évolue, mais le présentiel reste indispensable et l'ancrage dans le territoire est renforcé par l'alternance et par l'offre de services.

Philippe Laurent, maire de Sceaux, membre du Bureau de la Conférence des projets la Vallée Scientifique de la Bièvre et vice-président de l'Avuf, présente le projet des Entretiens de Sceaux dont les propos « font progresser et valorisent les projets de la Vallée Scientifique de la Bièvre ». L' élu accueille **Sophie Morin-Delerm**, vice-présidente du conseil d'administration de l'Université Paris-Saclay, qui présente un focus sur la façon dont l'université s'inscrit dans le territoire.

Le territoire, élément structurant de l'organisation de Paris-Saclay

« L'Université Paris-Saclay est un exemple d'inclusion dans les territoires par l'innovation à divers titres », commente **Sophie Morin-Delerm**, vice-présidente du CA de l'Université Paris-Saclay, professeur des universités en marketing et stratégie, spécialisée dans l'innovation. Paris-Saclay compte dix composantes universitaires, deux membres associés qui sont les universités d'Evry et de Versailles St Quentin-en-Yvelines, quatre grandes écoles, sept organismes de recherche, environ 48 000 étudiants et 230 laboratoires de recherche. Elle représenterait 13% de la recherche française. Paris-Saclay s'étend sur 27 communes mais « malgré ce large territoire, elle conserve la personnalité et l'histoire de chacun de ses membres. Cela permet d'offrir des formations multiples et complémentaires, d'associer des talents dans les laboratoires. Le classement de Shangai n'en est que la conséquence ».

Au-delà de la construction juridique et philosophique, ce modèle a des conséquences concrètes en matière d'aménagement du territoire et d'innovation. L'université porte une attention particulière à l'ouverture des campus à la ville, permettant la rencontre des étudiants, des entrepreneurs, des chercheurs et des citoyens autour d'un projet commun. A titre d'exemple, le Lumen Learning Center sera un lieu dédié à la fois à l'étude, au travail, à la médiation, aux expositions et à la création. Le Design Spot, centre de design de Paris-Saclay, accueille le public issu de l'école de la seconde chance et mène un projet avec les travailleurs de l'Esat - service d'aide par le travail.

Le nouveau quartier de Corbeville, conçu par l'EPA, accueillera 1500 logements familiaux, des logements étudiants et des commerces, un parc, des équipements publics, un groupe hospitalier, une caserne de pompiers et des écoles. Dans ce quartier, l'université construit un nouveau complexe universitaire omnisports ouvert à l'extérieur, « sujet particulièrement important en Région parisienne où il manque des structures sportives », observe la vice-présidente. D'autres lieux innovants comme les fablabs, les incubateurs, les laboratoires et les bibliothèques rapprochent la recherche de la formation, des entreprises et des habitants. « Cette philosophie a conduit à la construction du cluster technologique de Paris-Saclay, qui sera décliné sur tous les campus. Le site Henri Moissan à Gif-sur-Yvette, livré en septembre, est emblématique de cette mission. Il accueille la faculté de pharmacie, l'Institut de chimie moléculaire et des matériaux et le master de biologie et de chimie. Ses espaces diversifiés facilitent les liens entre formation, recherche et entreprises, entre les différentes disciplines et avec le territoire ». L'Université compte aussi 26 start-ups « deep tech », « green tech » et « med tech », créées l'an dernier sur le campus.

« Pour autant, l'innovation ne consiste pas seulement à valoriser des résultats de recherche ou le transfert de technologie mais aussi de prendre notre place avec les étudiants et les enseignants chercheurs dans la société, être acteurs et moteurs des transformations ». L'université a identifié sept défis sociétaux majeurs auxquels elle compte contribuer, dont la santé et le bien-être, l'agriculture et l'alimentation, le développement soutenable, la transformation numérique et l'intelligence artificielle. Paris-Saclay vient d'être désignée lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt bio cluster de France 2030. L'Université entend former les citoyens de demain, adaptés aux défis du futur, dont le développement durable, la lutte contre la désinformation, l'avenir numérique, la bioéthique, l'intelligence artificielle, la mobilité et le nouveau industriel. Les innovations sont menées en lien avec le territoire et à son service. A titre d'exemple, en matière d'agriculture durable, des champs de recherche sont implantés sur les territoires agricoles et mènent des programmes spécifiques et expérimentaux créateurs de valeur locale.

Enfin, le lien avec les villes est une composante essentielle d'attractivité des campus. « Pour garantir une meilleure qualité de vie, il faut construire des campus bien desservis par les transports, sujet délicat et compliqué. Notre situation pose d'énormes problèmes d'accès, d'attractivité et de présence. Les examens sont impactés, le sujet est grave pour l'université. A l'accessibilité par les transports, il faut aussi ajouter le besoin de commerces, restaurants, bars, cinémas, une offre de culture. C'est tout l'enjeu des villes universitaires que nous devons travailler collectivement », conclut Sophie Morin Delerm.

Paris-Saclay Cancer Cluster, un enjeu urbain collectif

Pierre Garzon maire de Villejuif, conseiller départemental du Val-de-Marne, évoque le portage par l'Université et par la Vallée Scientifique de la Bièvre du projet devenu réalité cette semaine. Matignon a en effet annoncé la création du Paris-Saclay Cancer Cluster (PSCC). « A travers cet AMI, l'Etat accompagne financièrement de façon significative l'innovation en matière d'oncologie. Le projet est adossé à l'Institut Gustave Roussy et à l'Université Paris-Saclay, qui coordonne et bâtit la stratégie, et

rend possible la présence d'entreprises de l'innovation dans le campus ». En outre, en matière urbaine, Paris-Saclay doit innover, « trouver le chemin de crête entre la concentration que suppose le cluster et l'intégration urbaine ».

Pour Villejuif, il s'agit d'un défi en matière d'aménagement : d'une part, la ville qui se développe dans le Campus Grand Parc, Zac portée par SADEV94, d'autre part les besoins du cluster PSCC avec l'hôpital, les écoles, les zones de soins et de recherche. Enfin, dans ce projet aux caractéristiques internationales, les communes ont joué un rôle majeur, œuvrant en coopération pour construire des liens avec les besoins hospitaliers et la recherche. « C'est un bonheur de pouvoir s'inscrire dans cet héritage et cette innovation politique, une construction liant collectivités et grandes institutions nationales en matière de santé, de formation, de recherche et d'innovation ».

L'élu rappelle qu'en matière de transports publics, le PSCC sera au pied des lignes 14 et 15 et d'une gare d'interconnexion et qu'« il faut poursuivre les investissements sur la ligne 18, pour connecter le cluster à Paris-Saclay ».

Le tout connecté face au tout présentiel

Pour introduire le débat, **François Rio** évoque un contexte contradictoire : d'un côté des nouveaux campus innovants accompagnés de nouveaux quartiers universitaires ; de l'autre côté, une interrogation sur la présence effective sur le territoire des étudiants ou d'autres membres de la communauté universitaire. « Nous constatons de plus en plus de mobilité dans les parcours étudiants : la mobilité internationale, les stages, des pratiques extra pédagogiques, des changements de parcours... En outre, la pandémie et le confinement ont fait exploser les cours à distance. Certains établissements ont fait leur rentrée 2021 uniquement à distance, ce qui facilite notamment la contribution d'enseignants de haut niveau », observe-t-il.

Les élus s'inquiètent de cette évolution car, au-delà de l'offre de logements, ils ont construit un cadre de vie. Pour y réfléchir, l'Avuf a fait réaliser une étude à des étudiants de Sciences Po dans le cadre d'un projet tutoré pour explorer deux hypothèses : la première confirmerait la tendance à la digitalisation accélérée de l'enseignement supérieur et à davantage de campus connectés ; la deuxième orienterait vers un retour au présentiel. « Une série d'entretiens ont été menés qui ont permis de constater que la tendance est plutôt à un retour au présentiel », commente François Rio. Cependant, il reste des interrogations sur la vie de l'étudiant sur son campus, en dehors de son campus, et aussi dans des lieux d'apprentissage en dehors des ESR. « Ces lieux pourraient avoir tendance à se multiplier et il faudrait un travail collaboratif entre élus locaux et responsables d'établissements supérieur pour que l'université se développe aussi dans la ville et contribue à cette attractivité. Cela en sachant que les publics universitaires sont de plus en plus mobiles, dans leurs parcours et dans la semaine, ce qui laisse des interrogations sur leur présence effective, durable et continue sur les territoires et leur implication dans la cité. Il faut que les étudiants puissent s'intégrer, s'épanouir et participer à vie de la cité ».

De nouveaux campus connectés et une demande de flexibilité

Olivier Lamireau directeur innovation et technologies innovatives à l'Ecole de management de Normandie, évoque l'historique de cette école créée en 1971 au

Havre et dont deux nouveaux campus ont ouvert en septembre en région parisienne, - à Clichy - et à Dubaï.

L'EM Normandie accueille 6 500 étudiants répartis sur six campus dont trois en France - au Havre, à Caen et à Paris depuis 7 ans, pour près de 3000 étudiants - un campus à Oxford, un à Dublin et l'an prochain un campus à Ho Chi Min. Les ouvertures suivent des axes de recherche et les grandes entreprises demandent des formations adaptées. A titre d'exemple, l'implantation dans les grandes villes portuaires se spécialise autour de la logistique. « L'alternance professionnelle représente 30% des effectifs, ce qui constitue, dans cet environnement changeant, le premier facteur d'ancrage des étudiants sur un campus. Cela est très visible en Région parisienne où 60 à 70% des effectifs sont en alternance », commente le directeur.

Par ailleurs, l'Ecole a obtenu une certification qui mesure son impact financier, éducatif et intellectuel sur l'environnement. Une fois diplômés, seuls 40% des étudiants restaient dans la région de leurs études en 2017, avant l'ouverture en Ile-de-France, sachant que 20% des étudiants viennent de l'étranger. La digitalisation impacte fortement l'école, où 100% des espaces d'apprentissage sont connectés. « À tout moment, il y a une possibilité de relations entre territoires, de contacts avec les entreprises, de situations nouvelles d'apprentissage », poursuit le directeur. « Nous essayons de fonctionner 24h sur 24. Nous pouvons connaître des situations avec un enseignant à Singapour et des élèves sur le campus d'Oxford. Les étudiants veulent de la flexibilité, le 100% présentiel n'est pas facile à maintenir. Ils veulent être mobiles sur un territoire ouvert, pouvoir suivre des études à Paris et une alternance à Marseille ».

Selon Olivier Lamireau, l'Ecole s'appuie sur deux piliers pour se transformer : la pédagogie, qui est la clé d'entrée de tous ses choix ; la flexibilité et la mobilité demandés par les étudiants et les entreprises. « Notre mécanique est totalement digitalisée, mais c'est la présence qui fait la vie entre les enseignants et les étudiants. Notre objectif est de conjuguer le présentiel avec le distanciel ou l'hybridation. Pour autant, nous en arrivons à « avatariser » ou holographier des enseignants ». Avec un avatar, l'enseignant peut construire des enseignements pédagogiques en 40 langues différentes en appuyant sur un bouton. Ce potentiel est utilisé pour accueillir les étudiants internationaux. Quant à l'hologramme, il permet de sortir l'enseignant de l'écran pour le projeter dans une pièce grande nature, en temps réel. Cela permet de maintenir la communication avec une personne qui peut bouger pour communiquer, même si elle est à des milliers de kilomètres. « A travers cette digitalisation, nous abandonnons la formation de masse pour former des individus », observe Olivier Lamireau. « La mise en place de la technologie propose à chaque individu une formation adaptée et répondant à des objectifs personnels ».

Avec ces outils, la notion de territoire n'est plus une notion limitée géographiquement. Le territoire physique de base s'élargit considérablement, il est presque sans frontières avec les espaces virtuels. Par cette agrégation dans un territoire sans fin, des situations d'apprentissage nouvelles sont créées où l'étudiant sort d'une posture d'écoute pour aller vers une posture d'engagement. Pour attirer les étudiants, la vie associative est très forte dans le campus, avec des espaces adaptés et des Fab-labs

pour porter des projets. « Nous cherchons à stimuler la simulation, la réalité virtuelle, pour développer la créativité et valoriser l'expertise des enseignants, ne pas avoir que des cours descendants, accompagner les étudiants, valoriser leurs champs d'expertise ».

Le développement des campus de l'EMN se poursuit et « le lien avec les collectivités, avec les organisations professionnelles et sociales est un élément clé. Nous avons besoin de marier le digital et le physique. Nous portons un projet de transformation de nos espaces d'apprentissage sur cinq ans », conclut Olivier Lamireau.

Des images du campus ouvert à Dubaï sont alors projetées. Ce campus ouvert pourra accueillir 600 étudiants dont 120 dès janvier 2023. Le « learning center » développe 1600 m², avec des petites pièces équipées de technologie pour se connecter avec d'autres campus ou entreprises, des espaces de travail partout, même dans les couloirs, des cabines pour s'isoler et des salles de formation.

Faire ensemble la ville

Pour **Jean Louis Kerouanton**, vice-président immobilier durable à Nantes Université, il est important de souligner les enjeux de l'innovation sur la ville de demain et l'urbanité de demain. « Qu'est-ce qu'un campus universitaire ? », interroge-t-il. « Le campus est un lieu de production et de transmission de connaissance, ce n'est pas seulement un bâtiment, une enveloppe ». Selon lui, il est nécessaire de se demander si le lieu est fermé, ouvert, mixte et quel type de mixité est souhaitée : une mixité des usages, des étudiants, des personnels et des activités, avec du logement, du tertiaire... « Jusqu'où va-t-on et comment, avec quels moyens financiers ? Le campus est une ville dans la ville, il faut savoir comment la définir en termes d'espace et de territoire » commente-t-il. Par ailleurs, pour qui et pourquoi innove-t-on ? « L'innovation n'est pas un but en soi, c'est une invention qui doit être utile et avoir du sens. Aussi, puisque c'est l'université qui propose le monde, il ne s'agit pas de s'adapter mais d'adapter. C'est un enjeu fondamental, académique et sociétal, qui pose la question du progrès et de la modernité », commente Jean Louis Kerouanton.

Nantes Université regroupe environ 45 000 personnes, dont plus de 40 000 étudiants. C'est un établissement public expérimental qui fait alliance avec des acteurs qui préexistent : le CHU, l'Inserm, Centrale Nantes, l'Institut IRT Jules Verne, l'Ensa Ecole d'Art et d'Architecture. Elle est organisée autour de pôles humanité, santé, sciences et technologie et société, ainsi que deux composantes hors pôle, l'Inspe et l'Observatoire des sciences de l'univers, qui gardent leur autonomie juridique et financière.

Du point de vue immobilier, Nantes Université a compétence sur 430 000 m² de surface de plancher, 90 ha de foncier, 130 bâtiments dont 80% appartiennent à l'Etat, 15 appartiennent à d'autres collectivités, un peu de location et quelques biens propres, sur l'ensemble des pays de la Loire. Elle est donc confrontée à des problématiques de gestion, en particulier énergétiques, bien qu'elle bénéficie d'un mixte énergétique pour le chauffage, en lien avec Nantes Métropole et bientôt Nantes Saint Nazaire. L'impact gaz est donc moins fort que pour d'autres établissements. En matière de consommation électrique, Jean Louis Kerouanton relève que ce ne sont plus les

bâtiments qui consomment mais les « process », qui peuvent être vertueux ou pas. « Il faut accepter que certains process soient coûteux en énergie ». Pour la gestion de l'immobilier, il s'agit aussi de « savoir comment optimiser ou mutualiser les surfaces, rénover le patrimoine, réaliser des projets structurants, le tout avec le modèle économique d'établissement public qui n'est pas celui d'une école de management. L'Université est candidate à la dévolution du patrimoine. Nous sommes attendus dans les territoires pour devenir des opérateurs du territoire et cela va nous aider. Le PIC 2030, programme économies d'énergie campus, est aussi un enjeu fort ».

Sur la problématique de financement, l'Université travaille avec les collectivités locales, notamment dans le cadre des CPER, qui posent la question de l'engagement du territoire. En outre, à Nantes, l'abandon du projet de Notre Dame des Landes a donné l'occasion de signer un contrat d'avenir comprenant les dépenses sur la faculté de santé, enjeu important au niveau national. L'Université accompagne aussi le projet du futur CHU de Nantes, au sud de l'île de Nantes. Cela représente pour l'Université 36 000 m² de surface de plancher. « Le rapprochement des formations paramédicales du CHU et de nos formations initiales santé fait gagner plus 20 000 m² de surface en termes de mutualisation ». Le projet est complexe à monter, avec des enjeux urbains très stratégiques, la création d'une nouvelle ville dans la ville, avec 12 000 étudiants prévus d'ici 2030. Par ailleurs, sur le campus technologique de Saint Nazaire, l'Université travaille avec l'agence d'urbanisme pour une bonne intégration de son implantation nouvelle. « Nous sommes en discussion permanente sur les enjeux territoriaux avec la Carene, qui construit à cet endroit un campus plus ouvert et plus important ».

« Nos défis pour demain sont les suivants : répondre aux enjeux académiques de la formation et de la recherche ; le sens de l'université comme service public ; les sciences ouvertes ; comment transmettre, comment continuer à se rencontrer, voir, échanger, parler ? Jusqu'où va-t-on en matière de distanciel, d'hybridation, de pédagogie immersive ? Enfin, qu'est-ce qu'être une ville dans la ville ? C'est faire ensemble la ville, viser l'épanouissement global de l'étudiant, faire citoyenneté, un enjeu fort qui parle aux élus des villes. Nantes Université représente 45 000 habitants et 450 M€ de budget, nous sommes un élément majeur de la construction de la ville avec 10 à 15% de sa population ».

Questions : les intervenants s'interrogent sur le financement des campus, la fidélisation des étudiants et le développement du distanciel

« L'agglomération de Saint Quentin en Yvelines prévoit l'implantation d'un campus innovant et ouvert sur la ville », expose **Christophe Hue**, responsable service enseignement supérieur et recherche à l'agglomération. Mais « combien coûte un tel campus et comment le financer ? ». **Olivier Lamireau** précise que le projet de Dubaï représente un investissement d'un million de dollars pour 1600 m². Il a bénéficié de la participation des entreprises multinationales françaises prêtes à travailler sur des dispositifs d'enseignement.

Patricia Fouré, de la CCI du Val-de-Marne, signale un impact de ces évolutions dans l'offre de formation : les entreprises ne savent plus comment « manager » les jeunes publics qui ont d'autres habitudes de travail et d'autres outils. « Comment motiver et

fidéliser ces jeunes ? », interroge-t-elle. « Toutes les entreprises n'y arrivent pas, en particulier les TPE. Il n'y a pas que des start-ups. Dans les services à la personne, il n'est pas possible d'avoir des collaborateurs en virtuel ». **Olivier Lamireau** confirme que la demande évolue : « les jeunes ne cherchent plus forcément à travailler dans des entreprises internationales, ils cherchent d'autres terrains pour s'exprimer, des contrats en alternance, du travail dans les PME ou TPE, cela dépend des secteurs ». Mais même en alternance, « les étudiants préfèrent trois ou quatre contrats sur deux ans plutôt qu'un seul. Ils ne sont pas motivés seulement par le bulletin de salaire mais par la façon de vivre en lien avec un ensemble de valeurs ». **Un intervenant** de l'agglomération de Saint-Quentin-en Yvelines remarque que les étudiants préfèrent plusieurs contrats pour découvrir le monde professionnel et enrichir leurs cursus. « A Saint-Quentin-en-Yvelines, qui accueille 17 000 entreprises, il y a davantage d'entreprises qui cherchent des étudiants que l'inverse ». A l'agglomération, une « task force RH » a été mise en place pour réfléchir sur ces enjeux et répondre aux étudiants. « Les jeunes créent de la vie en ville, nous devons répondre aussi aux enjeux de logement, de services, de restauration, d'accès aux soins, pour devenir attractifs ». **Anne Mantel**, vice-présidente vie universitaire de l'Université Paris-Saclay, abonde dans ce sens : « l'université n'est pas seulement lieu de formation mais aussi un lieu de vie étudiante, censé accueillir des citoyens engagés, en lien avec la ville. L'aspect du campus durable d'excellence est ouvert mais aussi inclusif, il doit inclure tous les étudiants, quelle que soit leur origine, les accompagner post bac lorsqu'ils quittent leur milieu familial, les accompagner dans leur développement ». **Sophie Morin Delerm**, vice-présidente du CA de l'Université Paris-Saclay, relève « une inversion de tendance dans le marché du travail qui n'est plus local mais national voire international ». Les salariés quittent leurs entreprises de façon volontariste pour trouver des emplois qui correspondent à leur recherche de sens, c'est un changement de paradigme qui oblige les entreprises à évoluer. « Le Covid a agi comme un accélérateur de ces exigences, c'est une tendance internationale très marquée ».

Stéphanie Deveze, qui travaille au département formation, emploi et insertion professionnelle au ministère de l'Enseignement Supérieur, prend la parole pour s'étonner de ne pas avoir entendu parler du Campus des métiers et des qualifications (CMQ), « outil rêvé pour mettre en lien, sous-utilisé au niveau français et européen ». **Sophie Morin Delerm** précise que « les CMQ sont des vrais sujets qui nous tiennent à cœur et qui sont travaillés dans les universités ».

Stéphanie Deveze demande aussi comment réfléchir sur les doublons dans l'enseignement supérieur et dans la recherche en France, puisque les mêmes types de cursus et de recherche se trouvent dans différents endroits. **Jean Louis Kerouanton** remarque que « parfois, certains cursus peuvent être redondants, dont certains masters très concurrentiels, mais c'est important de doubler, car cela permet d'étudier partout ». **Sophie Morin Delerm** approuve aussi cette « logique de maillage territorial et de synergies ».

Le développement des cours en distanciel inquiète de nombreux intervenants. **Olivier Lamireau** observe que « 100% de distanciel ne fonctionne pas, sauf pour une petite partie des personnes très autonomes et très motivées. Apprendre, c'est d'abord une relation avec des humains, créée dans des espaces d'apprentissage combinés avec

d'autres éléments à distance et de l'enseignement en ligne ». Selon **Sophie Morin Delerm**, la ministre de l'ESR a demandé de donner la priorité au présentiel. « Il faut pouvoir doser, parfois le distanciel est très intéressant pour l'enseignement, l'enseignant et l'étudiant. Mais il ne faut pas se laisser aller pour des questions de facilité ou de « business model » au tout distanciel. Nous y sommes particulièrement attentifs dans l'enseignement supérieur public. Nous souhaitons éduquer et former des citoyens et donc créer du lien ancré sur un sol existant ». Elle précise que Saclay est « un vrai lieu de vie qui a progressé de façon extraordinaire et que les étudiants vivent vraiment sur le campus. Une vraie ville se construit ». **Véronique Lestang-Préchac**, de la sous-direction de l'immobilier au ministère de l'ESR, s'accorde sur le fait que le présentiel est fondamental et que l'immobilier est nécessaire, « un immobilier autrement, adapté à de nouveaux usages, avec une utilisation différente des locaux ». Le ministère travaille sur l'évaluation socioéconomique des projets immobiliers d'ESR, avec les représentants des collectivités locales, pour évaluer l'impact des établissements d'enseignement supérieur sur leur territoire. Elle rappelle aussi qu'en matière de logement, « les acteurs se réunissent via des Observatoires OTLE (agences d'urbanisme) pour identifier les besoins et y répondre ».

Jean Louis Kerouanton se demande comment faire territoire avec les nouvelles formes d'enseignement. « Il y a vrai un enjeu dans la mixité du foncier car faire ville c'est être ensemble. Il faut travailler à l'ouverture du campus à la ville et à la pénétration de la ville dans le campus ». **Hervé Willaime**, maire adjoint de Cachan, en charge de l'enseignement secondaire et supérieur, recherche et vie étudiante, expose son expérience. Depuis le départ de l'ENS, le campus de Cachan est en évolution et la Ville souhaite en faire un nouveau quartier. « Nous nous attachons à ce que les divers usagers se mélangent. A terme, nous aurons 9 000 étudiants pour 30 000 habitants. Si nous ne tenons pas compte les uns des autres, nous allons échouer ». Il observe que les étudiants des écoles d'ingénieur étaient très contents de revenir en cours. D'ailleurs, le campus accueille une nouvelle école d'intelligence artificielle, lavancity Paris-Cachan, créée sur le même modèle que Dubaï, mais les étudiants viennent quand même en cours. « Il faut conserver le présentiel, ne pas oublier le lien entre la ville et le campus. Dans cette optique, la Ville va créer une maison de citoyenneté ouverte à tous ». A Cachan, 43% population a moins de 30 ans.

Alexis Midol-Monnet, conseiller municipal en charge de la vie étudiante et jeunesse à Orsay, propose la mise en place d'un modèle expérimental d'aménagement : « étant donné le renforcement du lien de confiance après le Covid entre les collectivités locales, les Etablissements d'enseignement supérieur et les grandes écoles, nous pourrions rêver d'une synergie entre l'ensemble des acteurs », commente-t-il. « Nous pourrions imaginer, à l'heure de la sobriété énergétique, un modèle expérimental où les collectivités locales céderaient, dans un ou deux endroits, la quasi maîtrise des compétences aux établissements d'enseignement supérieur pour façonner entièrement de nouveaux quartiers et lieux de vie dans une ville ou à échelle de l'intercommunalité ».

Conclusion : Innovation dans l'offre de formation et l'expérience dans le territoire

« Il est important de consolider les connexions entre les universités, les territoires et toutes les structures qui recrutent des étudiants », commente **Hélène Dang-Vu**, maître de conférences à l'École d'urbanisme de Paris. Mais « les jeunes cherchent à donner du sens à leur formation et les diplômés se projettent différemment dans leur vie active ». Face aux crises de vocations, aux difficultés de recrutement des entreprises et à la crise potentielle des formations, « l'innovation serait à chercher dans l'offre universitaire et dans l'expérience dans le territoire », car « le territoire est un terrain d'engagement, de transformation, d'expérimentation ».

Les projets urbains que représentent les campus doivent proposer des espaces de rencontres. « L'expérience étudiante c'est la vie collective, la rencontre d'autres personnes dans la formation suivie mais aussi dans les autres formations, passer d'un univers disciplinaire à un autre. Le tout distanciel n'est pas un objectif en soi, ni pour les étudiants ni pour doctorants. Le travail dans les locaux est important pour la recherche, pour la discussion non prévue dans le campus ».

Avant de clore les travaux, **Jean-Philippe Allardi**, adjoint au maire de Sceaux en charge notamment du campus urbain, remercie les participants. « Ces territoires de la connaissance sont effervescents. Au-delà de l'innovation, nous avons parlé d'adaptation et de liens. Ces fameux liens doivent se réinventer entre tous les acteurs, étudiants, enseignants, entreprises, mais aussi les habitants ».
